

LE CHARDON

Journal mosellan d'information et d'opinion

1er trimestre 2011 - N° 162 - 2,55 €



Photo E. Humbert - P557.

Jean-Marc Todeschini :
*S'indigner, agir,
s'engager.*
p. 2



Photo B. Collin - P557

**Pôle Emploi au bord de la
crise de nerfs.**
p. 4



Photo B. Collin - P557.

Education Nationale :
*En Moselle après l'Armée,
la nouvelle saignée...*
p. 4



Photo D.R.

Maurice Vautrin :
*« L'emmerdeur » bouscule
les consciences.*
p. 7

François Hollande entretien exclusif



Photo D.R.

**Le député de Corrèze
sera en Moselle et au Luxembourg
les 7 et 8 février prochain.**



Photo E. Humbert - PS 57

2011 : année d'indignation, année d'action, année d'engagement !

2010 restera dans l'histoire comme une nouvelle année de crise économique et sociale. Cette crise a été provoquée par les mauvaises pratiques financières. Pour autant le monde n'est pas sorti de cette

crise financière, comme l'ont montré les attaques aigües contre la Grèce, l'Irlande et le Portugal ainsi que la situation économique défavorable dans la plupart des pays européens dont la France. Et bien entendu, les plus faibles paient le plus fort tribut à la crise !

2010 a été difficile pour les Français, pleine d'incertitudes. Comme le dit avec force et émotion le grand humaniste et résistant Stéphane Hessel, **il faut s'indigner. S'indigner, pour s'engager et pour agir.** Ce qui menace les démocraties en général et la France en particulier, c'est le scepticisme et l'indifférence.

2011 année d'indignation parce que, nous ne devons pas accepter le cours que prend notre pays depuis 2007. Le cours d'une nation qui n'est plus écoutée par ses partenaires quand vient l'heure des grands choix ; le cours d'un pays affaibli d'où partent les usines et les emplois ; une France qui se vit comme un pays

injuste, où l'on donne toujours plus aux mêmes, toujours plus au PDG qu'au salarié, toujours plus à l'actionnaire qu'au fonctionnaire.

Oui, il y a de quoi ressentir de la révolte devant les basses manœuvres des spéculateurs, qui asphyxient les pays de la zone Euro les uns après les autres, alors que les Etats ont aggravé leur endettement pour sauver les banques !

2011 année d'action de tous ceux qui malgré les difficultés continuent de se battre, pour leurs enfants, pour leurs entreprises, pour leurs services publics, pour la culture, pour leur territoire, pour vivre mieux.

**s'indigner
agir
s'engager**

2011 doit être surtout une année d'engagement, une année de propositions ici en Moselle pour notre vie de tous les jours. En mars prochain, un rendez-vous nous attend : les élections cantonales.

Ce sera peut-être l'occasion de faire le bilan de la majorité UMP qui gère depuis bien trop longtemps la Moselle.

Mais ce sera surtout l'occasion de faire des propositions pour rendre plus forte, plus juste la politique menée pour les Mosellanes et les Mosellans, une politique qui donne sa chance à chacun et qui construise le vivre-ensemble.

Oui la Moselle doit redevenir une terre de solidarité entre les générations, une terre du respect de chacun !

Jean-Marc TODESCHINI,
Sénateur de la Moselle.

EDITORIAL

Jean-Marc Todeschini :
S'indigner, agir, s'engager.
Page 2

INTERVIEW

François Hollande :
La Moselle à l'image
de la France.
Page 3

PROPOSITIONS

Redonner vie
au rêve français.
Page 4 et 5

ABONNEMENT

Page 6

CULTURE

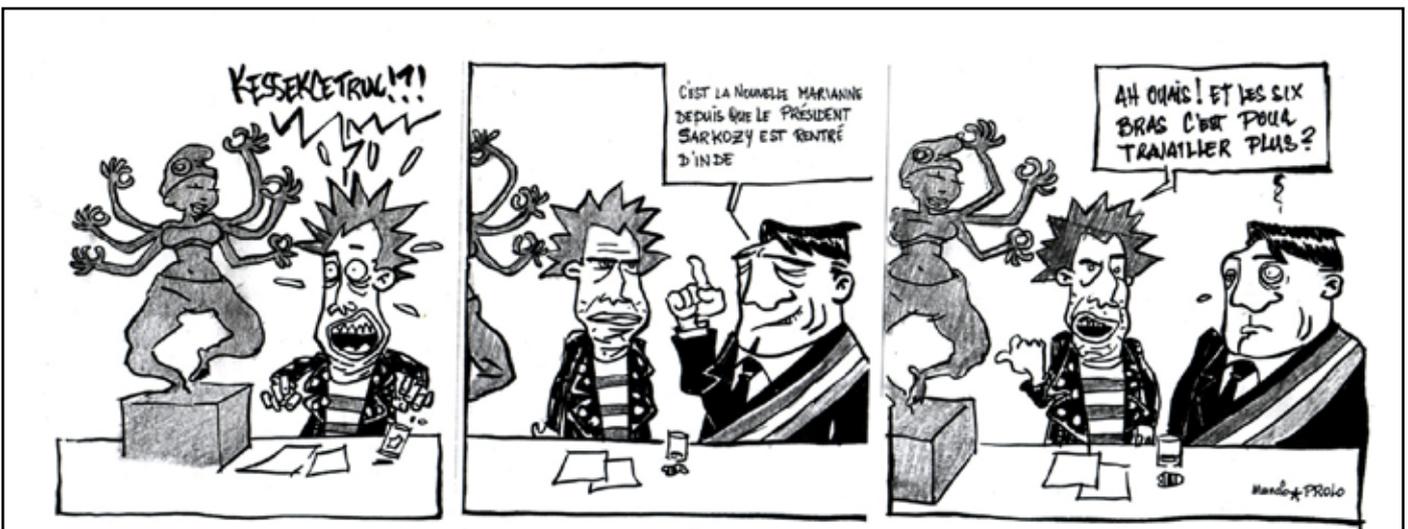
Maurice Vautrin :
Le Stéphane Hessel lorrain.
Page 7

PUBLICITÉ

Page 8

« Ça me hérisse »

par Manolo * Prolo



Le Chardon

Rédaction : 2, Grand'rue - BP 90201 - 57282 Maizières-lès-Metz cedex.

Téléphone : 03 87 80 18 58.

Courriel : journal.lechardon@yahoo.fr

Directeur de la publication :

Gérard FLAMME.

Rédacteur en chef : Emmanuel HUMBERT.

Secrétaire de Rédaction :

Daniel WILLAUME.

Comité éditorial : Gérard FLAMME ; Claire GHEZZI ; Jean-Marie GISQUET ; Daniel PLANCHETTE ; Marguerite TSCHOMBE-LECLERC ; Marion WEBER ; Daniel WILLAUME.

Comptabilité : Jean-Luc RIPOLLI.

Ont participé à ce numéro : Bruno COLLIN, Jean-Marc TODESCHINI, Guy-Joseph FELLER.

Illustrations et dessins : Emmanuel HAUTER dit Manolo * Prolo ;

Damien KIERNÓZEK dit Victor Obscur (<http://leregardobscur.viabloga.com/>), Etienne DAVAL dit Ed Jaumlache.

Le Chardon est un périodique socialiste d'information et d'opinion édité par l'association Pour changer la vie en Moselle.

Toute reproduction, même partielle, des textes, dessins, photographies, infographies et documents divers parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation du bureau de l'association éditrice.

Numéro de Commission paritaire : 1111 P 11423 — Numéro ISSN : 0395 - 630X — Dépôt légal : à parution. Imprimé par Est-Imprimerie - 57160 Moulins-lès-Metz. Tirage : 40 000 exemplaires.

La Moselle à l'image de la France

François Hollande sera en Moselle les 7 et 8 février. Un département qu'il voit à l'image de la France : bousculé et en colère mais riche de compétences et de diversité, habité d'une farouche envie de se relever. Il vient lui proposer un projet porteur d'avenir, d'espoir, de justice sociale et de croissance durable.

Pourquoi avez-vous décidé de vous rendre en Moselle ?

La Moselle est un département qui a particulièrement souffert de la crise, de la désindustrialisation, et, erreur majeure de politique territoriale du gouvernement, du redéploiement des unités militaires au plus mauvais moment. La Lorraine pourrait perdre 25 000 habitants du fait de cette refonte, unilatéralement décidée par l'Etat, sans concertation approfondie avec les acteurs locaux. Le départ de 7 000 militaires et leurs familles de Moselle d'ici 2011 pourrait provoquer un manque à gagner de 200 millions d'euros. La décision unilatérale de l'Elysée va percuter la Moselle qui souffre déjà fortement de la crise et alors que la Lorraine perd déjà de nombreux emplois industriels depuis plusieurs années.

La France a besoin d'un Etat aménageur qui réduit, et non accentue, les disparités entre les territoires les plus riches et les autres. Ecouter les acteurs locaux est à ce titre fondamental : on ne peut pas décider de l'avenir de tout un département, assis derrière un bureau.

Pour préparer l'avenir, je propose un pacte productif qui replace la compétitivité française au cœur du pacte national. Le combat que mène la Moselle pour retrouver son activité économique doit guider notre réflexion et nos actions. Je salue ici la mobilisation de tous pour défendre l'emploi en Moselle. Les parlementaires socialistes n'ont cessé d'interpeller le Gouvernement sur ses errements industriels. Le ministre de l'Industrie ne saurait négliger par exemple le site PSA de Metz-Borny: il y a là un enjeu de 240 M€ et de 400 emplois.

Je suis donc ici, en Moselle, non seulement pour y retrouver des camarades socialistes, avec qui nous avons mené de nombreux combats et remporté bien des victoires, mais aussi parce que la Moselle est à l'image d'une France bousculée par la crise, maltraitée par un président sourd au dialogue, suscitant tant de découragement et de colère, mais une France riche en compétences, qui veut et peut se relever, reprendre confiance en elle-même, pour peu qu'on lui donne les moyens de sa réussite.

Que comporte ce pacte productif que vous défendez ?

Le choc de la crise est tel que la France sera très différente de ce qu'elle était auparavant. Ne croyons pas qu'une simple reprise de la croissance suffira à régler nos difficultés. La dette et les déficits publics n'ont jamais été aussi élevés. Le chômage massif marque profondément la population. Or c'est avec un appareil de production français, malmené par la concurrence mondiale, trop peu modernisé, que nous devons aujourd'hui faire face à de nombreux défis: produire différemment, en respectant la planète, produire mieux pour nous prémunir des risques anciens et nouveaux, qui tous s'amplifient (santé publique, environnement, risques industriels, mondialisation).

A l'instar du *Conseil national de la Résistance* qui avait bâti au sortir de la guerre un contrat social avec la Nation, nous devons proposer un contrat d'après crise qui fonde les conditions d'une nouvelle croissance. La montée en gamme de notre économie repose sur une exigence: il n'y a pas de croissance forte, durable et équilibrée sans complémentarité entre l'investissement dans le capital productif et la qualification des personnes, les compétences humaines. Une population hautement qualifiée est un atout décisif d'attractivité de notre territoire. C'est elle qui nous permettra de nous adapter et d'innover. Nous devons réorienter notre appareil de production vers de nouvelles technologies, créatrices d'emplois stables, porteuses de bien être et respectueuses de l'environnement. Aussi, pour favoriser notre croissance dans ce XXI^e siècle naissant, je propose que le pacte productif, en décloisonnant le système, favorise les synergies entre les acteurs et les domaines. In fine, il doit donner à chacun les moyens de ses projets.

Mais compte tenu de la violence de cette crise, que pouvait-on faire ?

Les désastres industriels dont la Moselle souffre tiennent en partie à un défaut d'anticipation des mutations du monde et de politique nationale de formation des salariés.



« On ne peut mener pas de réformes sans justice sociale ».

Tout d'abord, le problème de compétitivité ne peut être dissocié de la justice sociale : une réforme ne peut susciter l'adhésion de tous que si elle est juste.

Ensuite, l'individu fait face, souvent seul, à de nombreux de risques, pour certains anciens et s'amplifiant (chômage), pour d'autres nouveaux, (santé, d'environnement ...). Notre système de protection sociale est donc mis sous forte tension. Par ces temps de crises financières, la demande de protection individuelle est plus forte que jamais. Elle est légitime. De même, la hausse de la durée de la vie allonge mécaniquement l'intervention sociale. Cette demande de protection plus forte et plus longue arrive au moment où la mondialisation sert certains à justifier l'appauvrissement des services publics.

Notre engagement politique nous dicte de contredire la réduction de l'action publique. Nous devons revendiquer un Etat social plus fort, qui protège mieux, au moment où la nécessité de réarmer notre appareil de production est vitale pour notre avenir.

Quels sont les enjeux de ces nouvelles exigences ?

Nous faisons face à plusieurs enjeux. Il nous faut assurer l'extension de la protection sociale à tous les âges de la vie, de la petite enfance au 4^e âge. Il nous faut penser l'avenir du travail, et prévoir des séquences "temps de formation" alternant avec les temps de travail, et ceux

du repos. Les acteurs publics se doivent d'assurer à chacun des droits mais aussi et surtout les moyens de réussir sa vie. Je pense ici surtout aux jeunes. Car la réussite des jeunes portera la réussite de tous. Elle est un objectif central.

Dans le fond, le thème de la protection sera au cœur de la présidentielle de 2012 ?

Nicolas Sarkozy veut faire croire qu'il est un président protecteur. Il va le répéter, le marteler, en 2011 et 2012, contre l'évidence des faits. Il va aussi donner dans la fragmentation, toujours chercher à diviser. Le thème de la protection lui offre un champ large, sur lequel il va une fois de plus chercher à dresser les Français les uns contre les autres.

Nous, socialistes, devons définir ce qui doit être protégé. Les individus? Des collectifs? Des valeurs? Je dis que c'est l'avenir qu'il faut protéger. C'est protéger l'avenir que doter notre nation de trois pactes d'après-crise, pacte redistributif, par lequel tout commence et qui réinsufflera de la justice sociale dans notre pays, pacte productif pour réarmer notre économie et doter la France d'un nouveau modèle de croissance, pacte éducatif, parce qu'il n'y a pas de modernisation de notre économie sans y associer l'humain. Il nous faut protéger l'avenir: c'est là un facteur de cohésion sociale essentiel.

E. Humbert.

■ Brèves

✘ Après l'Armée,

saignée dans l'Education

Le collectif « Un pays, Une école, Notre avenir » dénonce les conséquences catastrophiques qu'aura la mise en œuvre du budget 2011 pour l'éducation nationale. Ce budget prévoit la suppression, pour la deuxième année consécutive, de 16 000 emplois au niveau national et n'affiche d'autre ambition pour le système éducatif que la recherche d'économies à partir du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Dans l'académie Nancy-Metz, cela se traduira par la suppression de 822 postes, dont plus de 400 postes pour la seule Moselle :

Suppression de 112 postes en école élémentaire (alors que les perspectives ne prévoient que 484 élèves de moins, soit 1 poste pour 4 élèves !), **suppression de 60 postes en collèges**, **suppression de 120 postes dans les lycées**, **suppression de 110 postes dans les lycées professionnels**.

Avec les conséquences que nous ne connaissons que trop bien maintenant : **fermetures de classes**, **suppression de places en maternelles** (on ne parle plus ou peu de la scolarisation des élèves de 2 ans), **baisse des dotations dans les collèges et les lycées**, **augmentation des effectifs dans les classes...**

Ne laissons pas l'Etat brader l'école publique. Refusons cette vision purement comptable de notre système éducatif. Exigeons une autre ambition pour l'éducation de nos enfants.

En Moselle la FCPE, la CGT Education, la FSU, le Sgen CFDT, l'UNSA Education, la Ligue de l'Enseignement, membres du collectif, et rejoint par la PEEP de la Moselle, le Parti Socialiste et d'autres partis de Gauche, appellent les parents d'élèves, les élèves, les enseignants et personnels de l'Education, les élus à se mobiliser pour dénoncer ce budget de pénurie.

✘ Pôle Emploi

Alors que la crise n'est pas terminée et que le taux de chômage se situe à un niveau inquiétant (près de 10%), l'Etat continue de fragiliser Pôle Emploi : dans son budget 2011, Pôle Emploi va supprimer 1 800 postes dont 300 CDI.

La droite continue à appliquer sa politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Pour Pôle Emploi, cela représente environ 600 personnes en moins chaque année, et cela rend quasi impossibles les missions du service public de l'emploi. Comment être efficace dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi, quand certains agents gèrent 200 dossiers ou plus ? Il faut donner aux agents de Pôle Emploi les moyens de lutter efficacement contre le chômage.

Le rêve français

Comment redonner vie au rêve français ? C'est la préoccupation majeure qui anime François Hollande dans la préparation de son programme pour l'avenir de la France.

Le rêve français, selon lui, c'est la conviction d'un avenir meilleur, la garantie que la génération montante vivra mieux que la précédente, la certitude qu'avec le temps les inégalités s'étioleront au profit du plus grand nombre.

Enraciné dans l'esprit des Lumières, il s'inscrit pleinement dans le récit républicain, cette promesse qui nous dépasse et nous rassemble. Il s'incarne dans deux grandes valeurs l'égalité et le progrès. Aux yeux de François Hollande, cette confiance se serait dissipée jusqu'à s'effondrer précipitamment sous un double effet : la crise et la politique de Nicolas Sarkozy. La crise, outre son impact conjoncturel terrible, a mis en exergue les failles du système économique français. La politique de Nicolas Sarkozy, par son inéquité et son inefficacité a, au contraire, approfondi les inégalités et stigmatisé davantage les failles que la crise avait déjà révélées.

Ce constat de François Hollande sur le déficit chronique de confiance dans la persistance du rêve français, se retrouve tant dans le sentiment de déclassement qui s'appuie sur des éléments objectifs, que par le pessimisme qui s'est notoirement diffusé dans la société française, jusqu'à

faire de la France, le pays le plus pessimiste au monde. Et la situation de nos finances publiques, dégradée sous l'effet de la politique inconséquente conduite par dix années de gestion irresponsable de l'UMP a complexifié le défi posé.

Cette confiance, François Hollande veut la renouveler autour d'un contrat noué avec les Français et qu'il défendra en vue de la perspective de l'élection présidentielle de 2012, et d'une ambition majeure qui doit l'emporter sur toutes les autres : l'avenir de la jeunesse.

La jeunesse, c'est la seule cause qui justifie pleinement ce renouveau national. Cette cause va bien au-delà des intérêts catégoriels et l'ambition de François Hollande à travers cette priorité – la jeunesse – c'est de recréer un lien positif entre les générations. Lier leur destinée alors que la compétition entre elles a été tant exacerbée durant ces dernières années. Mais quel qu'en soit la motivation aucun effort ne saurait être accepté s'il s'établissait dans l'injustice. C'est pourquoi la mère des réformes, celle sans laquelle aucune autre n'est possible, c'est la réforme fiscale. Elle est la condition de réussite de toutes les autres et c'est en

et à cette fin, la société doit prendre conscience du défi économique qui nous attend : produire davantage, pour produire mieux et dans de meilleures conditions de travail. François Hollande n'est pas un adepte de la décroissance. Cette perspective génératrice de chômage ne saurait être non plus l'assurance de la préservation de notre environnement.

Si garantir l'avenir de nos générations, c'est avant tout assurer que le développement d'aujourd'hui ne se fasse pas au détriment des générations de demain, rompre la voie du progrès ne saurait être une issue.

Au contraire c'est en mettant le progrès technologique au profit de l'appareil productif que l'industrie polluante se réduira. C'est le sens du pacte productif que François Hollande entend présenter.

Dans cette société du savoir, celle de la mondialisation, il apparaît nécessaire de fournir aux jeunes les moyens de relever les défis qui se présentent à eux.

Cette prise de conscience doit se retrouver dans l'effort effectué dans l'éducation. L'éducation nationale injustement décriée, mal réformée par une décennie de gouvernements de droite et frappée aveuglement et

inconsciemment par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux mérite une attention particulière. Aussi sera-t-il établi un nouvel élan éducatif, un pacte éducatif au service des jeunes et de l'avenir de la France.

C'est donc sur ces trois pactes redistributif, productif et éducatif que repose le contrat du changement, celui de la sortie de crise et qui permettra à la société de croire à nouveau en l'avenir et ainsi de redonner vie au rêve français.



« Mon ambition à travers cette priorité à la jeunesse, c'est de recréer un lien positif entre les générations ».

elle que doit s'exprimer l'exigence de redistribution qui permettra tant d'équilibrer l'effort national en fonction des facultés contributives de chacun, que de réduire les inégalités qui se sont accentuées sous l'effet des mesures sarkozystes, au premier rang desquelles on trouve la loi TEPA instaurant le bouclier fiscal générateur d'une société de privilégiés.

Le progrès, c'est la condition de la réussite de chacun, l'assurance d'un avenir pour une génération,

Le contrat du changement

Réaliste, François Hollande considère que tout ne sera pas réalisable en 2012. Il faudra faire émerger une hiérarchie dans l'ordre des priorités. Ces priorités se retrouvent dans le contrat du changement de François Hollande. Décliné en trois pactes, le contrat du changement porte des propositions novatrices et applicables à l'ensemble de la population.

Le pacte redistributif matrice d'une révolution fiscale

Alors que la France est souvent présentée à tort comme un état égalitariste et hautement redistributif, une étude plus approfondie conduite par François Hollande, permet de révéler l'injustice de notre système fiscal, qui vient préserver les plus aisés au détriment des plus fragiles. Pire encore, Nicolas Sarkozy n'aura eu de cesse d'aggraver cette situation déjà critiquée durant sa mandature. Bouclier fiscal, crédits d'impôt et niches fiscales, déficit budgétaire et dette publique, il aura associé lors de sa présidence, l'irresponsabilité budgétaire aux cadeaux fiscaux octroyés aux contribuables les plus aisés, le tout compensé par des créations de nouvelles taxes frappant indistinctement l'ensemble de la population.

Alors que les déficits publics ont atteint des sommets (8% du PIB pour 2010), le député de la Corrèze propose une vaste réforme fiscale fondée sur trois principes essentiels: la lisibilité, l'efficacité et la justice.

Cette réforme, c'est avant tout celle d'un impôt unique sur le revenu frappant tant les revenus du travail que du capital. Ce nouvel impôt devra associer à l'impôt sur le revenu actuel, la prime pour l'emploi, la Contribution Sociale Généralisée, et la taxe d'habitation. Il sera doté d'une assiette suffisamment large pour abaisser les taux d'imposition si bien que les revenus les plus faibles verront leur contribution réduite, tandis que les actuels bénéficiaires du bouclier fiscal devront contribuer davantage. Alors que les revenus du capital étaient jusqu'à présent préservés de l'effort national, ils seront désormais imposés au même titre que les revenus du travail, dans ce nouvel impôt clair, juste et efficace, dont le produit sera réparti entre l'Etat, la Sécurité sociale et les collectivités territoriales.

Ce nouvel impôt n'exclura pas une réforme de la fiscalité sur le patrimoine. Il s'agira selon François Hollande de concentrer ce nouvel impôt sur le patrimoine des grandes fortunes et d'alléger la fiscalité sur celui des classes moyennes.

Lier les générations, offrir un avenir aux jeunes, le tout dans une perspective de réussite collective, c'est le sens du contrat du changement prévu par François Hollande.

Un pacte productif pour produire différemment et mieux

Depuis plus d'une demi-douzaine d'années, la balance commerciale de la France est déficitaire. Face à ce constat accablant, que la politique de Nicolas Sarkozy n'aura pas su prendre la mesure, François Hollande entend instaurer un nouveau pacte productif, qui allie la recherche, la formation et donne la priorité au développement de l'entreprise.

Dans une perspective de justice sociale et de réussite productive, il sera nécessaire de donner à chacun les moyens de se former en continu. Outre le renforcement nécessaire des moyens du *Pôle Emploi*, il s'agira, aux yeux de François Hollande, de conditionner les exonérations de charges sociales patronales à la conclusion d'accords avec les partenaires sociaux sur la formation et l'emploi des jeunes. C'est le droit légitime de laisser à chacun la possibilité de se perfectionner dans son travail et de se créer des trajectoires de carrières.

François Hollande, s'appuyant sur de nombreuses études économiques, a pu constater que l'une des carences majeures du système productif français résidait dans la déficience de son maillage en Petites et Moyennes Entreprises. Le pacte productif de François Hollande tentera de réduire cette faille en facilitant l'accès PME au crédit en accordant la garantie de l'Etat aux emprunts destinés à financer des investissements innovants et durables. Quant à l'impôt sur les sociétés, il sera modulé selon le niveau de réinvestissement dans l'entreprise des bénéfices dégagés. Le pacte productif rompra ainsi avec une logique actionnariale au profit d'une véritable dimension entrepreneuriale de long terme.

Le pacte productif ne minimisera pas l'exigence environnementale. Au contraire il la développera. C'est la garantie d'une industrie durable.

Un pacte éducatif pour démocratiser la réussite

Pour François Hollande, si l'école a réussi le pari de la massification, elle n'a pas engagé celui de la démocratisation de la réussite. Seuls 50% des enfants d'ouvriers arrivent baccalauréat. Et chaque année, c'est plus de 150 000 jeunes qui sortent du système sans diplôme ni qualification. Pour faire face à ce défi majeur pour la société, il apparaît crucial de mettre la réussite de la jeunesse au cœur du projet de société considère le député de la Corrèze. Quel que soit le niveau de nos finances publiques, rien ne justifie selon François Hollande que la jeunesse soit la première touchée par les effets de la mauvaise gestion des deniers publics, c'est à ce titre qu'il faut arrêter les suppressions d'emplois dans l'éducation.

Il s'agit d'intégrer la logique éducative dès le plus jeune âge en créant 400 000 places d'accueil en partenariat avec les collectivités locales et les associa-

tions qui permettra un encadrement pédagogique et culturel dans les milieux sociaux défavorisés qui en sont souvent exclus. Le tout en créant les conditions pour que, dans les quartiers populaires, l'accès à l'école maternelle puisse se faire avant trois ans, pour que tout enfant à partir de deux ans, puisse être pris en charge.

S'agissant de l'école primaire et du collège, l'accompagnement individualisé des enfants en difficulté devra être développé afin de diminuer les retards scolaires et abandonner progressivement les redoublements dont le caractère bénéfique est très largement remis en cause.

L'enjeu dans le secondaire sera l'accès des bacheliers à l'enseignement supérieur avec la mise en place d'un système d'allocations publiques au fi-

nancement des études supérieures qui permettra d'assurer à chaque jeune la possibilité de financer ses études.

Ce système doit aboutir à l'amélioration des conditions d'insertion du jeune dans la société. Sur cet enjeu majeur, François Hollande prévoit une mesure visant à lier les générations tout en permettant aux jeunes d'acquiescer un emploi. C'est le contrat de génération qui sera un double contrat concernant un jeune – en situation d'insertion – et un senior qui pourra faire partager son expérience. L'employeur sera quant à lui exempté de cotisations patronales sur ces deux contrats, ce qui permettra de prolonger la formation du jeune à l'intérieur de l'entreprise tout en bonifiant l'expérience du senior qui pourra atteindre ses droits pour une retraite à taux plein.



Abonnez-vous au Chardon



Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Téléphone et e-mail :

souscrit un abonnement au journal *Le Chardon* pour

- un an (10 €) soit 4 numéros.
- deux ans (18 €) soit 8 numéros.
- de soutien (20 € et plus).

Je joins mon règlement par chèque à l'ordre de l'association "Pour changer la vie en Moselle".

A adresser à : Journal *Le Chardon* 2, Grand'rue - BP 90201 - 57282 Maizières-lès-Metz cedex.

Faites découvrir Le Chardon

Faites découvrir gratuitement deux numéros du journal *Le Chardon* à vos amis :

Vous pouvez aussi nous faire suivre les adresses de vos amis par mail à : journal.lechardon@yahoo.fr

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Téléphone et e-mail :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Téléphone et e-mail :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Téléphone et e-mail :

• livre

« Lorrains, révoltez-vous ! »

Indignez-vous ! dit Stéphane Hessel. En Lorraine, de tous temps, on a fait mieux que ça : de Longwy à Faulquemont, de Thionville à Hagondange, de Freyming à Metz, les travailleurs lorrains se sont battus contre les injustices économiques quand on achète des entreprises pour mieux les fermer, quand on veut assujettir les travailleurs à leur ban de misère, quand on veut mettre les richesses en coupe réglée.

Paroles de Lorrains, petite maison d'édition régionale et militante, a son Stéphane Hessel : Maurice Vautrin de Semécourt, homme de hautes luttes, militant de tous les humanismes, va sortir dans quelques semaines son *Indignez-vous !* 260 pages d'une folle équipée syndicale, politique, humaine... *J'irai jusqu'au bout*, judicieusement sous-titré *Chroniques impertinentes d'un emmerdeur*. Homme de convictions (à gauche bien sûr), Maurice est aussi un homme de culture : on lui doit avec ses amis le Théâtre Dest et le festival de Maizières.

S'il existait un prix pour les âmes simples et les cœurs vaillants, l'auteur de ce livre singulier tout autant témoignage que pamphlet, mémoires qu'essai libre sur la fuite du temps, Maurice Vautrin de Semécourt serait haut la main détenteur du grade le plus élevé ; quelque chose comme officier du Mérite Humain. Voilà en effet quelqu'un qui croit au progrès, qui n'hésite pas à dénoncer les abus, les profits indus, les insuffisances aussi, exigeant autant pour lui que pour les autres, dont le dévouement et l'abnégation face à la maladie font l'admiration de tous.

Pour le docteur Mirgaine, néphrologue à l'hôpital Bon-Secours de Metz, qui le soigne pour une grave maladie des reins, cet homme de combat se veut utile et



Maurice Vautrin aujourd'hui.



Grève des cheminots au dépôt de Thionville contre la suppression des lignes secondaires.

positif, porteur d'une espérance qui ne veut pas faner, même aux pires moments de la maladie, un lutteur impénitent qui conduit son chemin comme « *un saint laïc* » à l'image du docteur Rieux de *La Peste* de Camus.

Bousculeur de conscience

Pour utiliser un mot plus « moderne », cet homme est « bluffant » ; en ce sens qu'il n'a jamais et à aucun moment choisi le repli sur soi, le confinement, la retraite, le renoncement...

Militant politique (de gauche), syndical (CFDT), cheminot, « étudiant attardé », curieux, gastronome, jardinier éclairé... il a tout entrepris, tout tenté, tout goûté,

pour que pas une seule fois, on puisse dire en le croisant : eh, toi qui passes, qu'as-tu fait de ta vie ? Les regrets sont éternels, seule la vie est éphémère. Tout à l'heure, ce soir, demain, vous allez partir à la rencontre de cet homme de bien et vous avez bien de la chance... En conscience, cet athée a une belle âme... Elle nous a parfois irrités ; elle nous a souvent émus ; mais elle nous a toujours passionnés. Merci Maurice, bousculeur de conscience, de ce livre d'éveillé...

Guy-Joseph Feller.

Maurice Vautrin/
J'irai jusqu'au bout. Chroniques impertinentes d'un emmerdeur - Paroles de Lorrains.

J'irai jusqu'au bout.
Chroniques impertinentes d'un emmerdeur.

260 pages. 100 documents uniques sur les luttes (Nougats Thionville, cheminots, sidérurgie, charbon, manifestations...) Sortie en février. Lancement à Maizières-lès-Metz en février. Prix souscriptions : 17 euros au lieu de 20 (compter 3,50 euros pour l'envoi). Chèques à envoyer à : *Paroles de Lorrains* 64, rue du 8 mai 1945 - 54400 Longwy (tél. : 03 82 23 75 27 - site : <http://parolesdelorrains.jimdo.com>).

François Hollande

Parlons de la France



François Hollande

animera une Réunion publique
ouverte à tous

à Fameck

le lundi 7 février à 19 h 45

à la salle Victor-Hugo
plan d'accès ci-dessous



Salle Victor HUGO

En présence de nombreux élu-e-s et notamment de :
Michel Liebgott, Jean-Pierre Masseret, Jean-Marc Todeschini, Gisèle Printz,
Philippe Tarillon, Christiane Pallez, Bertrand Mertz, Aurélie Filippetti...